

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



jeudi 16 janvier 2014

Comment l'USAID tue la résistance populaire en Palestine (al-akhbar.com)

Alaa al-Tamimi

En tant que plus grand donateur dans le domaine économique et du développement pour les Palestiniens, l'Agence pour le Développement International des États-Unis (USAID) utilise le développement social comme un efficace moyen de démantèlement des mouvements de la résistance palestinienne en Cisjordanie et à Gaza. Les programmes de l'USAID conditionnent l'aide au développement au renoncement à la résistance, et à la soumission à l'occupation.

Ramallah - Depuis 1994, peu de temps après avoir signé les Accords d'Oslo, l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) a reçu 3 milliards de dollars sous forme d'aide au développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène, des infrastructures, de l'éducation, de la santé, du développement économique et de la démocratie. Ce type d'aide faisait partie des moyens mis en œuvre contre une possible « rébellion, » et était étroitement lié aux plans annoncés en août 2009 par le Premier Ministre de l'ANP, Salam Fayyad, qui visait à l'établissement d'un État palestinien dans les frontières de 1967, dans le cadre de la dite solution à deux États.

L'USAID a mis en pratique la lutte contre le terrorisme [la résistance] en exigeant des bénéficiaires qu'ils signent une déclaration de renoncement au dit terrorisme, comme condition préalable à la réception des fonds. Le combat contre la « rébellion » avait avant tout deux objectifs. Le premier était de placer sous contrôle la population et de tuer la résistance palestinienne dans l'œuf. Le deuxième était de trouver une alternative aux méthodes traditionnelles pour étouffer l'esprit de résistance et les mouvements révolutionnaires. Cette idéologie est fondée sur des concepts colonialistes dans une époque de guerre, quand la classique intervention militaire échoue. Il advint alors que les armées emploient des moyens moins violents et plus pernicieux pour gagner une bataille.

La stratégie adoptée pour établir un État palestinien est soutenue par des programmes économiques, sociaux et de développement, dont l'objectif est de « gagner les cœurs et les esprits » de la population qui vit sous occupation.

Le plan de Fayyad pour mettre en place des institutions pour un État palestinien, semble avoir coïncidé avec le plan de sécurité lancé en Cisjordanie sous le prétexte de combattre une situation d'anarchie dans les territoires. Le but indiqué était de faire disparaître les trafiquants de drogue et de voitures volées - des accusations accolées aux membres de la branche armée du Fatah, les Brigades des Martyres d'Al-Aqsa.

Il faut relever aussi que le plan de construction d'un État ne lie pas organiquement le droit au retour aux buts nationaux. Bien qu'il dise vouloir la fin de l'occupation, le droit à l'autodétermination, et l'établissement d'un État, il ne dit rien sur le droit au retour. La majeure partie du plan parle de renforcement de l'État et laisse peu d'espace pour la lutte nationale, excepté dans deux phrases où il est question de résistance populaire non-violente.

Dans son introduction, le plan parle d'immuabilité et d'un support au niveau arabe comme international, comme conditions préalables pour gagner l'indépendance. C'est là que les programmes de l'USAID entrent en jeu, essayant de satisfaire une partie de cette immuabilité par une assistance technique, des programmes de prêt financiers, et des projets de remise en état de points de contrôle [barrages militaires].

Le projet vise à faciliter la circulation des marchandises palestiniennes à travers ces barrages. Il nécessite une meilleure technologie pour tracer les marchandises et augmenter la capacité des sociétés palestiniennes à raccourcir les temps de transit pour leurs produits. Cependant, ils ignorent le fait que la priorité est de supprimer tous ces barrages et points de contrôle militaires plutôt que de vouloir les rendre plus fonctionnels.

La résistance est qualifiée de terrorisme

Avec une collaboration directe et indirecte de l'ANP, l'USAID a imposé une définition du terrorisme en Palestine, l'appliquant aux mouvements de résistance. Un de ses buts est de lutter contre les conditions et les circonstances qui alimentent le terrorisme (en réalité la résistance) et la communauté qui le supporte, tout cela dans le but de créer des bases solides pour établir l'éventuel état Palestinien.

L'USAID a mis la question de combattre le terrorisme en pratique, en demandant à ses bénéficiaires de signer une déclaration renonçant à ce terrorisme comme condition pour recevoir ses dons. D'autres organismes internationaux – et même les Européens - n'ont pas cette condition.

La définition du terrorisme selon l'USAID, exige qu'aucun des bénéficiaires d'un projet ne soit membre du Hamas ou d'une autre organisation de la résistance, telle que le Front Populaire pour la Libération de la Palestine [FPLP]. Elle exige également une déclaration claire stipulant que la résistance par les Palestiniens est qualifiée de terrorisme, en opposition aux valeurs et aux principes des États-Unis.

Par exemple, le document de l'USAID impose que si un accident de voiture se produit en dehors d'un projet soutenu par l'USAID, les victimes ne pourront pas être soignées si elles s'avèrent justement être des membres d'une des organisations de résistance. Ce document impose aussi qu'un village en Cisjordanie ne pourra pas recevoir une subvention pour la réparation de sa voirie, si son conseil de village se compose de membres du Hamas. C'était le cas de Bethléem en 2007, quand le financement versé à la municipalité pour la réfection des routes a été annulé parce que des membres du mouvement Hamas faisaient partie du conseil.

Mais ces conditions ne s'arrêtent pas à la signature d'une déclaration sur le terrorisme. Elles incluent un contrôle de sécurité complet sur ceux qui dirigent le projet et sur tout le personnel impliqué, sous l'application du Partner Vetting System (PVS). Les listes de noms sont épiluchées par les services de renseignement des forces d'occupation et les services de sécurité de l'ANP dans Ramallah. Si un des noms s'avère justement être en lien avec une organisation de la résistance, le projet sera rejeté.

Des programmes pour assécher les sources de la résistance

Un examen rapide des programmes permet de relever des mots-clé comme la démocratie, la gouvernance locale, les médias, l'État de droit et la gestion de conflit. Tout cela montre bien que le souci de l'agence américaine est de promouvoir une société palestinienne qui cherche la paix avec l'ennemi israélien, tout en se basant sur la solution à deux États.

Sur la question de la gouvernance locale, le site Web de l'agence défend l'idée que la Cisjordanie et la Bande de Gaza ont besoin d'une participation civique pour construire un état démocratique avec un bon gouvernement. Les efforts déployés visent à faire que la population soutienne la solution à deux États, et à favoriser un élan vers la paix.

Dans le cas palestinien, le plan de Fayyad et les programmes d'un renforcement de l'Etat par l'USAID ont toujours implacablement promu l'idée « de la société civile, » qui dépasserait les frontières sous le nom « de société civile globale. » C'est compatible avec les plans de Fayyad, qui parlent d'une solution à deux États, d'une fin de l'occupation, de la liberté et du droit à l'autodétermination, mais sans mentionner le droit au retour.

Les perspectives de l'USAID au sujet des médias - considérés généralement comme un outil important pour soutenir la résistance et pour instiller les idéaux de libération nationale - s'appuient sur l'idée que le secteur des médias en Palestine fait face à des obstacles, aux effets négatifs d'un environnement politique instable. C'est une référence au conflit entre le Fatah et le Hamas, sur ses impacts et les défis qu'il pose.

Mais selon USAID, en dépit de ces difficultés les médias Palestiniens peuvent prouver leur capacité d'adaptation et créer une environnement fertile pour des médias indépendants et pluralistes qui ne voient pas Israël comme un ennemi, mais plutôt comme un associé pour la paix.

L'ultime pierre angulaire pour éliminer les sources de la résistance sont les projets de gestion et de résolution des conflits en Cisjordanie et à Gaza, qui visent à réunir tous les groupes représentant les communautés locales autour d'une table pour adresser les causes supposées cachées derrière le conflit israélo-palestinien.

Les programmes de l'USAID sur la gestion et la médiation des conflits font intervenir des avocats de formation, des experts en psychologie, des planificateurs en urbanisme, l'enseignement général, le dialogue, la mise en réseau, des rencontres entre Israéliens et Palestiniens, des programmes environnementaux communs entre occupants et occupés, e même la production de séries télévisées israélo-palestiniennes.

Faire de la Cisjordanie une Zone verte

Selon David Petraeus, l'ancien directeur de la CIA, une « zone verte » est un secteur qui ne peut ni produire ni héberger des mouvements de résistance. Elle jouit de la paix et de la sécurité et peut exporter ses produits vers ses voisins.

Dans le cas palestinien, le plan de Fayyad et les programmes de l'USAID de renforcement de l'État ont toujours promu l'idée d'une « société civile » sans frontières et intégrée dans une « société civile globale. » [Cette mise en avant d'une société civile] est l'un des outils les plus sinistres déployés par des programmes venus de l'étranger pour démanteler la société palestinienne, laquelle a toujours été le principal incubateur des mouvements de résistance.

Ces associations [de la dite société civile] cherchent à former les esprits des jeunes en promouvant la démocratie et la société civile comme meilleures manières de développer la communauté politique palestinienne. Cependant, elles ignorent le fait que la Palestine est sous occupation, et qu'il est nécessaire d'œuvrer à sa libération avant de penser à son gouvernement et au développement de sa communauté politique.

Selon cette conception, les ONGs se voient comme disposant d'une identité commune, dépassant les sentiments nationaux et liant les individus par des réseaux à l'échelle mondiale. Plus une ONG verra sa raison sociale liée à la solidarité transfrontalière - c'est-à-dire plus elle oubliera les frontières nationales - plus facile sera son accès aux financements.

Clairement, ce dont il est question ici n'a rien à voir avec l'internationalisme face à l'impérialisme et au sionisme. La solidarité ne peut pas exister si l'on nie l'indépendance et l'unité nationales au lieu de les renforcer. Pour résumer, parler de « société civile globale » est une approche dont l'objectif ultime est de détruire le sentiment d'appartenance à une nation.

Alaa al-Tamimi

<http://english.al-akhbar.com/node/17061>

Traduction : Info-palestine.eu - Naguib

http://www.info-palestine.eu/spip.php++cs_INTERRO++article14319
<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14319>

<http://www.legrandsoir.info/comment-l-usaid-tue-la-resistance-populaire-en-palestine.html>